

Réponse à la question

L'Union tripartite Mali-Niger-Burkina Faso

(Traduit)

Question:

Le samedi 6 juillet 2024, les chefs des juntes militaires du Burkina Faso, du Niger et du Mali ont annoncé, lors d'un sommet à Niamey, la capitale du Niger, qu'ils avaient signé un accord de confédération. Une force internationale est-elle à l'origine de cette annonce ? Si c'est le cas, quel est le pays auquel ils montrent leur loyauté ? Ou bien cette confédération est-elle établie de leur propre chef ? Je vous en remercie.

Réponse:

Pour clarifier la réponse, nous examinons les points suivants :

1- **Ces trois pays**, après les coups d'État qui y ont eu lieu entre 2020 et 2023, sont devenus loyaux envers l'Amérique et obéissent à ses ordres ! Nous l'avons expliqué dans les réponses aux questions : 1/9/2020 concernant le coup d'état malien mené par Assimi Goita, 7/2/2023 concernant le coup d'état burkinabé mené par Ibrahim Traoré, et 15/8/2023 concernant le coup d'état nigérien mené par Abderrahmane Tchiani... et les trois régions sont des pays islamiques :

a- **En ce qui concerne le Mali**, il s'agit d'un pays islamique. L'Islam y est entré au XI^e siècle et la religion dominante au Mali est toujours l'Islam. Environ 90 % des Maliens sont musulmans, environ 5 % sont chrétiens et environ 5 % pratiquent d'autres religions... et la capitale est Bamako.

b- **Pour ce qui est du Burkina Faso**, il s'agit d'un pays d'Afrique de l'Ouest et d'un pays islamique. Selon le recensement de 2006, plus de 60,5 % de sa population est musulmane, environ 23 % est chrétienne et le reste relève d'autres traditions. Sa superficie est de 274 200 km², sa population de 21 510 181 habitants, et son économie dépend de l'agriculture. La ville de Ouagadougou est considérée comme la ville la plus importante du pays et en est la capitale.

c- **Quant au Niger**, il est situé en Afrique de l'Ouest et a reçu le nom de Niger en référence au fleuve Niger qui traverse son territoire. Il est bordé au sud par le Nigeria et le Bénin, à l'ouest par le Burkina Faso et le Mali, au nord par l'Algérie et la Libye, et à l'est par le Tchad. La superficie totale du Niger est d'environ 1 270 000 km². Le Niger est un pays islamique. L'Islam est la religion de la grande majorité des Nigériens, soit plus de 99,3 %. L'Islam s'est répandu dans ce qui est aujourd'hui le Niger au XV^e siècle grâce à l'expansion du sultanat Songhaï à l'ouest et à l'influence du commerce transsaharien en provenance du Maghreb et de l'Égypte. La capitale est Niamey.

Ainsi, les coups d'État qui ont eu lieu au Mali, au Niger et au Burkina Faso entre 2020 et 2023 étaient pro-américains et soutenus par les États-Unis.

2- **Le 16/9/2023**, les trois pays ont créé la « Coalition des États du Sahel » afin de mettre en place une force de défense commune contre la menace potentielle d'une intervention militaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Niger : (Le président malien, le colonel Assimi Goita, et le président nigérien, le général Abderrahmane Tchiani et le burkinabé, le capitaine Ibrahim Traoré, avaient signé, en septembre 2023, une charte, à propos de laquelle le ministre des Affaires étrangères du Mali, Abdullah Diop, avait déclaré à l'époque dans un communiqué : « Il s'agira d'une combinaison d'efforts militaires et économiques entre les trois pays »).

La charte conjointe signée par les dirigeants du Mali, du Burkina Faso et du Niger, le 16/9/2023, stipule la formation de la « Coalition des États du Sahel ». La charte établissant la coalition est composée de 17 articles, dont le premier stipule qu'elle sera appelée Charte de Liptako-Gourma, et que « les parties contractantes sont convenues entre elles de créer l'Alliance des États du Sahel, en abrégé "AES" ». Tandis que le deuxième article stipule que le but de cette charte est « d'établir une

architecture de défense collective et de soutien mutuel ». La charte fondatrice stipule également dans son article 6 : « Toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties, ce qui entraîne une obligation d'assistance mutuelle, y compris le recours à la force armée pour rétablir la sécurité ». L'article 11 de la Charte stipule : « L'alliance est ouverte à l'adhésion de tout autre État qui partage les mêmes réalités géographiques, politiques et socioculturelles et qui accepte les objectifs de l'alliance. » (Centre d'études Al Jazeera 25/6/2024).

Il ressort des articles 6 et 11 de cette alliance formée par ces trois pays que le but de sa création est de faire face à une éventuelle intervention militaire étrangère, notamment française, à travers la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et de se ranger militairement aux côtés de l'un d'entre eux au cas où il ferait l'objet d'une frappe militaire extérieure de la part de la France. L'autre objectif est de créer une division au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), telle qu'elle est comprise dans les onze articles, et d'inciter les pays relevant de ce groupe à rejoindre cette alliance.

3- Le 6/7/2024, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont annoncé la création d'une confédération. L'accord de confédération signé entre ces trois pays le 6/7/2024 à Niamey, la capitale du Niger, complète l'accord de l'Alliance du Sahel signé lors de la première réunion. (Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, situés dans la région du Sahel africain, ont annoncé aujourd'hui, samedi, leur unification au sein d'une « confédération ». Les trois pays ont indiqué, dans une déclaration finale lors de leur premier sommet samedi dans la capitale nigérienne, Niamey, que leurs présidents « ont décidé de franchir une étape supplémentaire vers une intégration plus poussée entre les États membres ». À cette fin, ils ont adopté un traité établissant une confédération entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger sous le nom de Confédération des États du Sahel. (Al-Ittihad des Émirats arabes unis, 6/7/2024).

4- **Malgré l'absence de déclarations américaines directes**, tous les indicateurs montrent que l'Amérique est derrière la création par ces pays de la « Confédération des États du Sahel » et que, d'une part, elle veut que ce soit une forteresse qui protège ses agents dans ces pays des sanctions du groupe de la CEDEAO, d'autant plus que les trois pays sont enclavés et n'ont pas d'accès à la mer, ce qui entrave leurs échanges commerciaux. D'autre part, elle veut en faire une contre-alliance à la CEDEAO, contrôlée par la France et la Grande-Bretagne. En effet, la création de la confédération a suscité une tempête de critiques au sein du groupe de la CEDEAO, qui a commencé à exiger des réformes, comme en témoignent les déclarations du président sénégalais, ce qui a rendu possible le transfert de pays de la CEDEAO vers la « confédération ».

5- **Cette confédération n'est donc pas spontanée**, mais a été créée par l'Amérique entre ces trois pays qui lui sont fidèles afin de préserver ses colonies et d'empêcher l'intervention de l'Europe, en particulier de la France, et le retour à ses colonies. Les démarches que ces pays ont entreprises avant l'union le confirment, notamment :

A- Le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur retrait de la task force du G5 Sahel en novembre 2023. Le Mali s'est également retiré de la task force du G5 Sahel en mai 2022. Le Burkina Faso et le Niger ont annoncé, samedi, leur retrait du G5 Sahel, un an et demi après le retrait du Mali du groupe africain. Selon un communiqué conjoint des gouvernements du Burkina Faso et du Niger, publié par l'agence de presse officielle du Burkina Faso, « la décision est souveraine et intervient après une évaluation approfondie du groupe et de ses travaux ». Le communiqué ajoute : « Le G5 Sahel ne saurait servir des intérêts étrangers au détriment des intérêts des peuples du Sahel, encore moins accepter le diktat d'une force, quelle qu'elle soit, au nom d'un partenariat trompeur et puéril qui nie le droit à la souveraineté de nos peuples et de nos pays. C'est pourquoi le Burkina Faso et le Niger ont clairement assumé la responsabilité historique de se retirer de cette organisation... ». (Agence Anadolu, 3/12/2023). La junte militaire du Mali a annoncé dimanche dans un communiqué le retrait du pays de la force militaire multinationale dans la région du Sahel, en Afrique de l'Ouest, qui

avait été formée pour lutter contre les jihadistes en 2014. La junte militaire a justifié cette décision de retrait par l'impossibilité pour le Mali de présider le G5 Sahel, alors que Bamako devait accueillir en février 2022 une conférence des dirigeants de ce groupe. Les pays, à savoir la Mauritanie, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger, sous prétexte d'instabilité interne au Mali, qui a connu un coup d'État militaire au cours duquel la junte militaire s'est emparée du pouvoir. (France 24, 16/5/2022).

B- Le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont annoncé leur retrait de la CEDEAO en janvier 2024 afin de se débarrasser de l'influence de la France et de ne pas lui permettre d'intervenir militairement sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont décidé dimanche de se retirer de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est ce qui ressort d'une déclaration commune des trois pays du Sahel, qui sont dirigés par des juntes militaires et des gouvernements intérimaires de transition. Le communiqué indique que les trois pays se retireront de la CEDEAO, qui compte 15 membres, « dès que possible ». Il ajoute que la CEDEAO, accusée d'être « soumise à l'influence de puissances étrangères » et de « trahir ses principes », constitue une « menace » pour les trois pays... (Anadolu Agency, 28/1/2024)

6- Tout cela indique que ces trois pays se sont retirés de toutes les organisations soumises à l'influence et à la direction de la France afin de se débarrasser de l'influence française. Il est peu probable que ces pays se retirent d'eux-mêmes sans un soutien américain, voire un ordre américain, en prélude à la mise en place de la confédération que l'Amérique voulait pour déchirer ou affaiblir la CEDEAO et ensuite ébranler ou remplacer l'influence française dans ces trois pays importants dont la population totale dépasse 70 millions d'habitants et qui disposent de ressources énergétiques et minérales influentes, exploitées par des entreprises françaises ! Cette « confédération » et le ton de ses dirigeants risquent de retirer davantage de pays de la sphère d'influence française dans la région du Sahel, et il s'agit de gouvernements très fragiles en raison du pillage colonial français et de l'extrême pauvreté qu'il a laissée derrière lui, ainsi que de la gravité de la corruption rampante parmi les dirigeants, et ces nouvelles circonstances tentent les militaires qui sont en contact avec l'Amérique par le biais d'appels à la « lutte contre le terrorisme » et à l'entraînement et au soutien militaires. De manière générale, on peut dire que l'intransigeance des dirigeants des trois pays à l'égard de la France est considérée comme la plus grande menace pesant sur l'influence de la France après qu'elle ait été sûre et stable pendant des décennies.

7- Ainsi, il apparaît clairement que les dirigeants des pays islamiques transfèrent la dépendance du pays d'un colonisateur à l'autre, de sorte qu'ils tournent le dos à la France, qui a pillé les richesses des musulmans, et se tournent vers l'Amérique pour piller également ces biens, tandis que les musulmans restent dans la détresse et la pauvreté, comme si les musulmans étaient incapables de gouverner leur pays. Si cette situation concerne tous les pays musulmans, elle est plus intense et plus profonde dans les pays africains, et plus les musulmans prennent conscience de leur Dîn et plus ils sont certains que l'adhésion à ce Dîn est la voie de leur salut dans ce monde et dans l'au-delà, plus les musulmans se rapprochent de ce qui plaît à Allah (swt), et plus leur haine pour les colonialistes kuffars qui pillent et saccagent les ressources de leur pays augmente, les laissant souffrir de la pauvreté et de la misère, et augmentant la détermination et le travail des musulmans pour établir leur Dîn et reprendre leur vie islamique par l'établissement d'un État islamique qui unit les musulmans, le deuxième Khilafah Rashidah, (califat bien guidé) sur la base de la méthode de la prophétie, après le régime oppressif dans lequel les musulmans vivent actuellement. Nous sommes rassurés, si Allah le veut, lorsque nous voyons que les musulmans en ont assez, et qu'ils sont maintenant à un pas de construire l'État islamique, d'unifier les pays islamiques, et d'expulser tous les pays coloniaux kaffir de leurs pays, et même d'apporter la guidance à ces pays, ce qui n'est pas difficile à accomplir pour Allah. Il (saw) dit dans le hadith rapporté par Ahmad sur l'autorité de Hudhayfah, qu'Allah soit satisfait de lui: «... تَكُونُ مُلْكًا جَبْرِيَّةً فَتَكُونُ مَا شَاءَ اللَّهُ أَنْ تَكُونَ تَمَّ يَرْفَعُهَا إِذَا شَاءَ أَنْ يَرْفَعَهَا تَمَّ سَكَتَ... » «... puis il y aura un régime oppressif (ملكًا جبرية) aussi longtemps qu'Allah le voudra, puis il le supprimera quand Il le voudra, et il y aura alors un Khilafah sur la méthode prophétique." Puis il (saw) s'est tu.

18 Muharram Al Haram 1446 AH

24/7/2024